

TENDANCES PROSPECTIVES

[SOCIÉTÉ]



LES POPULISMES

Décryptage - Débats - Interviews

Cédric POLÈRE

Montée des populismes :
est-ce un danger,
la traduction d'une crise
démocratique, d'un retour
du peuple en politique ?

Impact de la mondialisation
sur l'emploi, immigration
et visibilité de l'islam...
Des enjeux qu'ont su saisir
les partis populistes

De droite comme de gauche,
des partis font resurgir
la conflictualité en politique :
ils révèlent et alimentent
alors la conflictualité interne
à nos sociétés

Le populisme d'extrême
droite tend à devenir
un nationalisme

SOMMAIRE

DÉCRYPTAGE..... p.3

- Le populisme, une notion apparue depuis la fin du XIX^e sièclep.3
- En Europe, une montée fulgurante p.4
- Populisme, un mot qui disqualifie... et révèle une conception élitiste de la démocratie..... p.4
- Le populisme comme style politique, rhétorique ou stratégiep.5
- Le populisme comme une « pente fatale » pour les démocraties p.5
- Le populisme théorisé comme mode de cristallisation des mécontentements (Ernesto Laclau) ..p.6
- Tout populisme crée une « frontière intérieure »p.7

DÉBATS..... p.9

1. Des réhabilitations du populisme qui changent la lecture..... p.9
2. Une crise démocratique pour Pierre Rosanvallon p.9
3. Un « mépris de classe » ? Une gauche de gouvernement qui serait éloignée des classes populaires ?p.10
4. Face à une population fragilisée par la mondialisation et désemparée par l'immigration, les partis traditionnels n'auraient pas su apporter des réponses p.11
5. Le recours au populisme face à la crainte de déclassement et à la visibilité de l'islam p.11
6. Une montée de populismes dans un nouveau contexte.....p.12
7. Pourquoi est-on chaque fois surpris par les résultats électoraux des populistes ?p.12

INTERVIEWS..... p.14

- Jacques SAPIR**, Directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et chercheur engagép.14
- Federico TARRAGONI**, Maître de conférences en sociologie à l'Université Paris7 Diderotp.17
- Jean-Dominique GIULIANI**, Président de la Fondation Robert Schuman p.20

Il se produit actuellement quelque chose d'inédit en politique. L'année 2016 a été marquée par le succès du Brexit au Royaume-Uni, par l'élection de Donald Trump aux États-Unis, par une droite nationaliste autrichienne qui a été proche de remporter l'élection présidentielle, etc. Rien qu'en Europe, une trentaine de mouvements populistes, extrémistes et/ou nationalistes, souvent de droite mais aussi de gauche, bouleversent le champ politique. Ces partis totalisent aujourd'hui 171 députés européens

sur 751, représentant 22,8% du Parlement. Cette tendance ne date pas d'hier. Leur montée en puissance nous oblige à comprendre ce qui se joue, en sortant des poncifs qui forment comme un écran de fumée. Pourquoi le populisme est-il une pente fatale pour les uns, un remède pour revivifier la démocratie pour d'autres ? Est-il possible de le caractériser et sinon comment qualifier ces nouvelles forces politiques qui émergent ? Quelles sont les raisons de leur essor ?

LE POPULISME, UNE NOTION APPARUE DEPUIS LA FIN DU XIX^e SIÈCLE

Les historiens font souvent débiter l'histoire du populisme à la fois en Russie, lorsque des intellectuels créèrent un mouvement qui défendait un socialisme rural communautaire d'esprit russe, aux États-Unis, où des *farmers* du Sud et du Middle West formèrent le *People's Party* dans les années 1890 pour se protéger des spéculateurs, ainsi qu'en France avec le boulangisme, mouvement politique qui à la même époque constitua une menace pour la Troisième République. Au cours du XX^e siècle, de nombreux régimes ont été qualifiés de populistes, en particulier en Amérique latine, tels ceux de Juan Domingo Peron en Argentine, Getulio Vargas au Brésil, ou récemment Alberto Fujimori au Pérou ou Hugo Chavez au Venezuela. Il faut attendre les années 1980 pour que le populisme suscite en France et en Europe de l'intérêt.

L'ouvrage de Margaret Canovan, *Populism* (1981) vient à point nommé, à une époque où l'on ne sait trop comment qualifier le pouvoir d'un Lech Walesa, d'un Boris Eltsine ou d'un Slobodan Milosevic (Mastropaolo, 2001). Sa typologie distingue deux grandes familles : les populismes agraires classiques et les populismes politiques, eux-mêmes divisés en quatre types : le péronisme, le populisme raciste, le système politique suisse et celui de *leaders* conservateurs comme Margaret Thatcher. L'usage péjoratif du mot commence à cette époque. Nous proposons ici de présenter les principales approches du populisme, une notion qui est loin de faire l'unanimité. Dans la mesure où le populisme n'est pas défini de la même manière, les tendances ne sont pas analysées de la même façon.

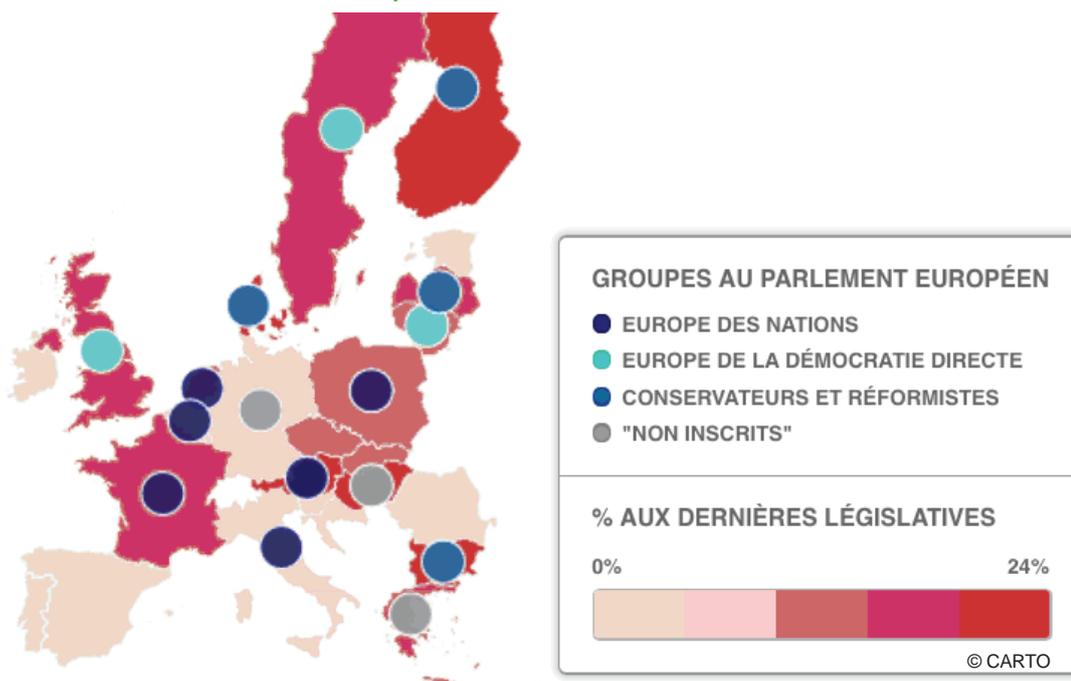
- Margaret Canovan, *Populism*, New York : Harcourt Brace Javonovich, 1981
- Guy Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique du XIX^e-XX^e siècle*, Fayard, 2001
- Alfio Mastropaolo, « Populisme du peuple ou populisme des élites ? », Critique internationale, n°13, 2001

EN EUROPE, UNE MONTÉE FULGURANTE

Amorcé dans les années 1990, le phénomène populiste a pris de l'ampleur depuis les années 2000. Les mouvements et partis politiques qui sont qualifiés ou se qualifient eux-mêmes de populistes connaissent une montée fulgurante. Pas un pays d'Europe ne connaît d'élections sans un voire plusieurs de ces partis en lice. Certains ont déjà accédé aux fonctions gouvernementales (Autriche, Italie, Slovaquie, Grèce...). Le Dansk Folkeparti (DF) au Danemark, le Front National (FN) en France, le Synaspismos tis Rizospastikis Aristeras (Syriza) en Grèce, l'United Kingdom Independence Party (UKIP) en Grande-Bretagne sont arrivés en tête lors des élections européennes de juin 2014 pour la première fois de leurs histoires dans leurs États

respectifs. La vidéo « Populisme : la carte européenne des contestations populaires » (http://www.francetvinfo.fr/monde/europe/video-populisme-la-carte-europeenne-des-contestations-populaires_849587.html) située sur la carte de l'Europe les principaux partis et leaders populistes, de droite comme de gauche. Elle montre qu'au-delà des disparités entre pays en termes de résultats électoraux, c'est une réalité à l'échelle du continent. Parmi ces partis, ceux dits d'extrême droite pèsent le plus lourd sur le plan électoral. La tendance à la progression dans les urnes est manifeste, même si l'on remarque quelques retours en arrière ainsi que des zones hermétiques à ce vote.

Europe : la carte des extrêmes droite



Sources : Parlement européen, *Élections en Europe, groupe européen "EFD", "non inscrits" et "ENL"*

France culture, 26.04.2016, <https://www.franceculture.fr/politique/europe-la-carte-des-extrêmes-droites>

Lecture : Ces partis appartiennent à quatre groupes principaux au Parlement européen, ce qui traduit au passage leurs divergences idéologiques et stratégiques : l'Europe des Nations et des Libertés fondé à l'initiative du Front National avec six autres partis nationaux dont le FPÖ autrichien, la Ligue du Nord italienne, le Vlaams Belang belge, le PVV néerlandais ; l'Europe de la liberté et de la démocratie directe formé autour des britanniques de l'UKIP et de la Ligue du Nord ; les Conservateurs et réformistes européens qui regroupe des partis de droite et de droite nationaliste comme Vrais Finlandais, le Parti populaire danois, Bulgarie sans censure ou L'Alliance nationale lettone ; enfin le Groupe des non inscrits avec le Jobbik hongrois et Aube dorée, parti néo-nazi grec.

Les tendances et les éléments de contexte qui alimentent les revendications qualifiées de populistes (besoin d'enracinement et de protection face à la mondialisation, flux migratoires qui ne sont pas prêts de se tarir tant les causes en sont protéiformes

-guerres, crises économiques, changement climatique...-, accroissement des inégalités, croissance économique faible...) laissent penser que les partis qui répondent à ces enjeux ont de l'espace pour se développer.

POPULISME : UN MOT QUI DISQUALIFIE... ET RÉVÈLE UNE CONCEPTION ÉLITAIRE DE LA DÉMOCRATIE

Selon un premier courant, le populisme ne renvoie pas à une réalité que l'on pourrait caractériser, il sert à jeter l'anathème, à disqualifier¹. Mais en disqualifiant, il révèle la conception de la démocratie de ceux qui procèdent à cette disqualification. Des théoriciens du politique comme Etienne Balibar, Jacques Rancière, ou Chantal Mouffe, souvent situés dans un courant post-marxiste, observant que ce terme, sous couvert de décrire et d'expliquer, ne fait que condamner, considèrent que le mot « populisme » sert aux gouvernants à disqualifier les revendications populaires -d'autant plus

quand elles remettent en cause leurs choix-, pour finalement gouverner sans le peuple : « L'essentiel est d'amalgamer l'idée même du peuple démocratique à l'image de la foule dangereuse. Et d'en tirer la conclusion que nous devons nous en remettre à ceux qui nous gouvernent et que toute contestation de leur légitimité et de leur intégrité est la porte ouverte aux totalitarismes. » (Rancière, 2011). Le populisme ferait alors figure de bouc émissaire pour délégitimer le conflit démocratique et les formes de sécession par rapport au consensus dominant. « Populisme est le nom commode sous lequel se dissimule

1. Voir par exemple Alexandre Anazy, « Qu'est-ce que le populisme ? », Médiapart, 25 octobre 2016, <https://blogs.mediapart.fr/alexandre-anazy/blog/251016/quest-ce-que-le-populisme>

la contradiction exacerbée entre légitimité populaire et légitimité savante, la difficulté du gouvernement de la science à s'accommoder des manifestations de la démocratie ». (Rancière, 2005). Même interprétation de la part d'Etienne Balibar, pour lequel on assiste à un retour du peuple comme force politique, qui, dans la mesure où il remet en cause les orientations politiques des élites, est disqualifié par le terme populisme : « *Le "peuple" comme signifiant et comme force politique est en train d'effectuer un "retour" inattendu dans le champ politique, que personne ne peut éluder, pas même les forces qui -dans une perspective néo-libérale -travaillent à la mise en place d'un régime "postdémocratique" fondé sur le refoulement de l'idée même de souveraineté populaire. C'est pourquoi les oligarchies dominantes, visant à la neutralisation de toute citoyenneté active au profit d'une économie de la consommation et d'une politique de négociations entre l'État et les intérêts privés, qualifient de "populiste" toute tentative pour*

réinjecter du conflit, et par là-même de la démocratie dans le champ politique. » (Balibar, 2015)

Enfin, la dénonciation du populisme traduirait la conception profonde des élites politiques : « *Vous votez, nous dirigeons* » (Oudenampsen, 2011). Il faut être éduqué, informé, éclairé pour décider des affaires de la cité. Le peuple a donc besoin d'une élite gouvernante. Ce courant post-marxiste s'oppose à cette conception : « *Si l'on définit la démocratie comme le pouvoir du peuple (demos) de participer directement aux décisions concernant la vie de la cité, alors c'est bien la démocratie qui rend compétent et non la compétence qui permet d'être démocrate. (...) Ce ne sont pas les dangers du populisme qui menacent la démocratie, mais les dangers de l'élitisme qui minent la démocratie, à force d'être sourd aux attentes des citoyens. La défiance du peuple envers les politiques est le revers de la défiance des élites envers le peuple.* » (Bevort, 2014)

- Etienne Balibar, « Du populisme au contre-populisme : histoire et stratégie », Conférence, Institut français d'Athènes, 5 mai 2015, <http://www.populismus.gr/wp-content/uploads/2015/05/interventions3-balibar.pdf>
- Antoine Bevort, « Démocratie, populisme et élitisme... », Revue du MAUSS, n° 43, 2014, <http://www.cairn.info/revue-du-mauss-2014-1-page-150.htm>
- Merijn Oudenampsen, « Le populisme comme modulation du commun », Multitudes, n°45, 2011, <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2011-2-page-170.htm>
- Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*, La fabrique, 2005
- Jacques Rancière, « Non, le peuple n'est pas une masse brutale et ignorante », Libération, 3 janvier 2011

LE POPULISME COMME STYLE POLITIQUE, RHÉTORIQUE, OU STRATÉGIE

Le populisme possède-t-il une unité sous-jacente, idéologique par exemple, ou s'agit-il d'une appellation destinée à englober une multitude de tendances sans lien entre elles, et à ce titre, cela pourrait-il être un mode d'expression politique employé de manière stratégique ? Pierre-André Taguieff, directeur de recherche au CNRS, défend cette dernière thèse : « *Le populisme ne s'incarne ni dans un type défini de régime (une démocratie ou une*

dictature peuvent présenter une dimension ou une orientation populiste, avoir un style populiste), ni dans des contenus idéologiques déterminés (le "populisme" ne saurait être une grande idéologie parmi d'autres). Nous l'aborderons comme un style politique » (Taguieff, 1997). Ce style se caractériserait par un appel direct au peuple. À ce titre, De Gaulle, Hitler, Mussolini, Peron, le sénateur McCarthy, Khadafi, Castro, etc. sont des populistes...

- Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique. Du mirage conceptuel aux vrais problèmes », Vingtième siècle, n°56, 1997

LE POPULISME COMME « PENTE FATALE » POUR LES DÉMOCRATIES

Le populisme est souvent associé à des dérives au regard des attendus démocratiques et républicains. Son ascension en Europe recouvrirait deux phénomènes : la montée du nationalisme, et l'accroissement de la démagogie

dans la compétition politique (Taguieff 2012). À côté du « nationalisme civique », proche du patriotisme, un autre courant est jugé très inquiétant, celui du « nationalisme ethnique », à dimension xénophobe voire raciste. Démago-

gique, le populisme entretiendrait un rapport fallacieux à la réalité : « *Le populisme répugne à la délibération, il n'a que des certitudes. (...) Est populiste celui qui fait croire au peuple que tout ce qui lui est inaccessible lui a été interdit. Campant en deçà de la critique constructive, le populisme oscille entre la recherche du bouc émissaire et le déni.* » (Godin, 2012)

Le populisme est une « pente fatale » selon Dominique Reynié, fondateur du think tank Fondapol, d'abord parce qu'il divise, qu'il menace la cohésion sociale, attise des tensions entre groupes sociaux, favorise la méfiance envers les élites politiques : « *Cela débouche sur ces discours sur les riches qui ne paieraient pas assez d'impôts, les Français moyens qui en paieraient trop, les Français paresseux qui profiteraient des aides sociales, et qui ne sont parfois même pas français...* » (interview, *Le Progrès*, 29.11.2011). L'ouvrage *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace de Jan-Werner Müller* (2016) résume bien les reproches adressées au populisme : le populisme polarise l'espace social à travers une vision simplificatrice et réductrice de la société, divisée entre le peuple et des élites repoussoirs, qualifiées de castes ou d'oligarchie ; il prétend que le peuple est mal représenté et que les institutions démocratiques fonctionnent mal (sinon le parti populiste qui représente la majorité silencieuse serait au pouvoir) ; il valorise en retour la démocratie directe, plébiscitaire ou référendaire (tel le référendum d'initiative populaire suisse) ; leurs leaders prétendent incarner et non représenter

- Christian Godin, « Qu'est-ce que le populisme ? », Cités, n°49, 2012
- Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*S, Premier Parallèle, 2016
- Dominique Reynié, « Populismes : la pente fatale », Plon, 2011
- Christophe Sente, Jean Sloover, *La tentation populiste. Cinq démocraties européennes sous tension*, Espace de Liberté, Bruxelles, 2013
- Pierre-André Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, CNRS édition, 2012

LE POPULISME THÉORISÉ COMME MODE DE CRISTALLISATION DES MÉCONTENTEMENTS (ERNESTO LACLAU)

Les travaux du philosophe politique argentin Ernesto Laclau (1935-2014), dont l'ouvrage *La Raison populiste* a été publié en 2005, nourrissent la réflexion des mouvements et partis populistes de gauche partout en Europe. Selon son raisonnement, en temps normal, les différents secteurs et groupes de la société interagissent avec l'État, chacun lui faisant parvenir ses revendications spécifiques, qu'il s'agisse des entrepreneurs, des enseignants, des agri-

le « vrai peuple » ; cette prétention, fautive, permet à ces partis de prétendre qu'il n'ont pas d'opposition légitime ; leur discours, radical, faisant spectacle, est relayé par les médias, ce qui contribue à diffuser leurs conceptions ; on demande rarement à ces partis de rendre compte de la faisabilité de leurs propositions ou de leur capacité à représenter réellement tout le peuple ; enfin, le populisme au pouvoir a des penchants autoritaires, il prend possession de « son » État (affaiblissement des systèmes de contre-pouvoir, refus de la critique des médias, clientélisme...).

Déjà en Europe, les populismes influenceraient des décisions dans le sens de préférences pour les travailleurs nationaux. On pense aux diverses mesures de « patriotisme économique » et à la volonté de réformer la directive de 1996 sur les travailleurs détachés, tel le projet de loi en Autriche qui prévoit une baisse des charges pour les entreprises des salariés résidents, ou le débat sur la « clause Molière » en France pour imposer l'usage du français sur les chantiers publics. Aux États-Unis, de nombreuses voix se sont élevées après l'élection de Donald Trump pour dénoncer les illusions du populisme (les perdants de la mondialisation seront les premières victimes des politiques de Donald Trump avertit Joseph Stiglitz) ou mettre en garde contre une dérive anti-démocratique qui prendrait pour prétexte la menace terroriste (Timothy Snider, « Les populistes d'aujourd'hui ont retenu la leçon de 1933 », *Le Monde*, 7 mars 2017).

culteurs, des retraités, etc. Pour autant, une société ne peut être simplifiée en une série de classes sociales ou de groupes dont on connaîtrait les besoins et revendications, et ne peut donc jamais être représentée dans son intégralité. Il y aura toujours des exigences émanant de certaines portions de la population qui seront ignorées par la représentation politique, et engendreront du mécontentement politique. Aussi longtemps que ce mécontente-

ment n'existe que dans des poches séparées, il peut être géré « différenciellement », et le mécontentement ne peut pas cristalliser. Toutefois, lorsqu'une connexion parvient à s'établir entre ces demandes éparses – ce que Laclau appelle une « chaîne d'équivalence », par l'entremise d'un discours et d'un mot d'ordre susceptible d'incarner l'ensemble des doléances, alors il peut se produire que l'une de ces demandes soit érigée en symbole représentant toutes les autres revendications. C'est ceci qui constitue le « moment populiste » dans la théorie de Laclau. (Tarragoni, 2015) Le populisme serait alors un mode de cristallisation du mécontentement politique.

Dans de multiples pays d'Europe à commencer par les Pays-Bas, le thème de l'intégration des étrangers a joué ce rôle de symbole : *« On y retrouve en vrac la lourdeur de la bureaucratie, un État-providence qui ne protège plus les "citoyens ordinaires" (mais seulement les étrangers, les privilégiés et les élites de gauche), les angoisses de l'insécurité, les rancœurs envers un système criminel "trop doux", les problèmes des quartiers défavorisés, etc. Ce sont fréquemment des fils narratifs qui n'ont pas grand-chose à voir avec ce qui fait mine de les intégrer, mais ils se trouvent néanmoins entrer en résonance avec ce thème. Les techniques populistes consistent précisément*

à savoir "charger" une personne, un groupe ou un problème avec de telles résonances symboliques, à savoir tramer des lignes narratives a priori différentes autour d'un même visage ou d'un même slogan. » (Oudenampsen 2011)

Les étapes qui aboutissent au « moment populiste » ont donc été théorisées : il faut d'abord qu'apparaissent des demandes démocratiques non lisibles selon les catégories de l'ordre politique dominant ; elles font surgir d'autres demandes, auxquelles elles se joignent selon une logique de mise en équivalence ; cette mise en équivalence utilise des signifiants, des mots, des symboles investis de sens divers (tel le bonnet rouge des mobilisations d'octobre 2013 en Bretagne) qui débouche sur une demande qui universalise les différentes demandes particulières, et les oppose à un ennemi commun ; il faut aussi un leader, capable d'incarner chacune des revendications. Dans de multiples situations, ce processus s'est enclenché, qu'il s'agisse de la grève générale décidée par les ouvriers russes en 1904 qui s'est muée en opposition au régime tsariste, ou, sous une forme inachevée, des printemps arabes qui n'ont pas su se trouver des leaders et se cristalliser dans des partis. L'emboîtement de divers particularismes dans ce qui est appelé le « peuple » par le populisme ne peut être que temporaire. (Tarragoni, 2015)

- Razmig Keucheyan, Renaud Lambert Keucheyan, « Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos », Le Monde Diplomatique, septembre 2015
- Ernesto Laclau, *La Raison populiste*, Seuil, 2008
- Federico Tarragoni, « La science du populisme au crible de la critique sociologique : archéologie d'un mépris savant du peuple », Actuel Marx, n°54, 2013
- Federico Tarragoni, « Vers une logique générale du politique : identités, subjectivations et émancipations chez Laclau », Revue du MAUSS permanente, 25 janvier 2015, <http://www.journaldumauss.net/?Vers-une-logique-generale-du-politique>

TOUT POPULISME CRÉE UNE « FRONTIÈRE INTÉRIEURE »

Tout populisme crée une frontière intérieure entre un « nous » et un « eux ». Cette particularité est souvent dénoncée parce qu'elle revient à diviser la société et à mettre en cause une certaine idée de la cohésion sociale, mais elle est aussi théorisée comme un fondement nécessaire à la conflictualité politique dans une démocratie vivante. Le discours populiste clive la communauté politique, contrairement au discours institutionnel. Un bon exemple nous a été donné par les élections présidentielles américaines de 2008, où l'on a assisté à deux façons très différentes d'en appeler au peuple, si l'on en croit Merijn Oudenampsen, chercheur

hollandais affilié à l'Université de Tilburg : la campagne de Barack Obama constituait un exemple de discours institutionnel. Dans ses interventions, le candidat s'adressait à toute la population américaine, et à l'ensemble de ses composantes, avec le rêve américain comme symbole unifiant, alors que les républicains John McCain et Sarah Palin en appelaient eux aussi au « peuple » américain, mais d'une façon très différente : *« Ils parlaient de "la vraie Amérique" ("l'Amérique intérieure", "l'Amérique profonde", la "majorité silencieuse"), l'opposant à l'Amérique irréaliste, celle des "élites de gauche" ("liberal elites"). (...) Aux Pays Bas, la*

même opération définitoire du populisme prend la forme d'un appel à des catégories virtuelles comme "Jan met de pet" (Monsieur Tout le Monde), les "gens ordinaires", les "Hollandais qui se lèvent tôt". Ce sont autant d'éléments symboliques qui fonctionnent comme un substitut de la communauté politique, et qui ont pour but de s'opposer à d'autres éléments (par exemple l'élite de gauche discréditée, les immigrants musulmans, les assistés, les profiteurs), qui se trouvent ainsi exclus de la légitimité politique.» (Oudenampsen, 2011)

Cette technique produit ce qu'Ernesto Laclau appelle « la frontière intérieure ». Le populisme donne alors forme au « peuple » et à sa volonté en construisant cette frontière, ce qui passe d'abord par une identification négative puisque le « peuple » se définit par référence à ce qu'il n'est pas. Pour Ernesto Laclau, le populisme est finalement une façon de construire le politique : *« Il joue la base contre le sommet, le peuple contre les élites, les masses mobilisées contre les institutions officielles figées. Mussolini comme Mao étaient des populistes. Tout comme Viktor Orban et Hugo Chavez, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon le sont aujourd'hui. (...) Le populisme s'oppose à la doctrine technocratique de Saint-Simon (1760-1825) selon laquelle il faut "remplacer le gouvernement des hommes par l'administration des choses". »* (interview, *Le Monde*, 9 février 2012)

Une telle conception s'inscrit dans ce que l'on peut appeler une approche agonistique de la démocratie, telle qu'actuellement théorisée par Chantal Mouffe et explicitée dans l'entretien de Jacques Sapir, où le politique repose forcément

sur la distinction nous/eux, amis/ennemis parce que la société recouvre des intérêts différents et antagonistes. Les mouvements populistes font alors émerger les phénomènes d'inégalités et les ressentis d'injustice sociale, tel le mouvement Occupy Wall Street dont le slogan « 99% » (nous représentons 99% de la population) s'inscrivait dans ce schéma selon l'historien et militant américain Marcus Rediker : *« À mes yeux, les mouvements d'en bas ont besoin d'ennemis, comme ils ont besoin de colère contre ce que ces ennemis leur ont fait. Rester connecté aux sources de cette colère au sein de quelque société que ce soit est l'une des choses les plus importantes que tout penseur et tout activiste doivent s'efforcer de faire. (...) La formulation du mouvement Occupy opposant les 1% aux 99% constitue l'un des développements les plus importants de l'histoire récente. Nous devons d'abord en comprendre le contexte : un des plus grands succès de l'ère reaganienne, qui va de 1980 à aujourd'hui, a été d'éliminer la question de l'égalité du discours public aux USA. On a pu observer l'hégémonie en pleine action : au fur et à mesure que Reagan et ses alliés démantelaient une législation progressiste après l'autre, siphonnant la richesse de la classe moyenne vers les classes supérieures, puis vers le tout petit pourcentage des super-riches, la gauche est restée largement silencieuse sur les nombreuses formes d'égalité qui avaient joué un rôle central dans les revendications des mouvements sociaux au cours des années 1960 et 1970. (...) Le mouvement Occupy a élargi radicalement la conscience de l'inégalité, il a remis cette question en haut de l'agenda publique. »* (Rediker, 2015)

- Ernesto Laclau, « Sans une certaine dose de populisme, la démocratie est inconcevable aujourd'hui », entretien, *Le Monde*, 9 février 2012, http://www.lemonde.fr/idees/article/2012/02/09/sans-une-certaine-dose-de-populisme-la-democratie-est-inconcevable-aujourd-hui_1641181_3232.html
- Merijn Oudenampsen, « Le populisme comme modulation du commun », *Multitudes*, n°45, 2011, <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2011-2-page-170.htm>
- Marcus Rediker, « Pour un populisme du motley crew », *Multitudes*, n°61, 2015, <http://www.cairn.info/revue-multitudes-2015-4-page-77.htm>

COMMENT EXPLIQUER LA MONTÉE DES POPULISMES ?

1. DES RÉHABILITATIONS DU POPULISME QUI EN CHANGENT LA LECTURE

Parmi les théoriciens du populisme, nombre d'entre eux contribuent à sa légitimation, tel Federico Tarragoni (promoteur d'une réhabilitation du populisme plébéien de gauche), Jacques Sapir (qui valide la thèse d'élites cosmopolites déconnectées du peuple). S'ils voient dans le populisme une forme d'aiguillon démocratique, leurs définitions sont néanmoins différentes, puisque le premier par exemple ne reconnaît de populisme que de gauche.

Les chercheurs et intellectuels engagés semblent être, du moins en France, plus souvent dans le champ de la gauche radicale que de la droite même si l'on peut citer un Alain de Benoist qui fut fondateur de la Nouvelle Droite, ou la philosophe Chantal Delsol qui, dans *Populismes, les démeurés de l'histoire* (2015) réhabilite sous un prisme de droite la spécificité du discours et des programmes populistes. Pour quelles raisons nos démocraties en viennent-elles à caractériser des partis et mouvements politiques avec un mépris explicite, exprimé par le lexique de l'idiotie, du repli, de la frustration, alors qu'en principe règne la tolérance entre les opinions diverses s'interroge-t-elle ? Chantal Delsol part alors de l'étymologie : l'idiot est celui qui regarde le monde à partir de son regard particulier, manquant donc d'objectivité et méfiant à l'égard de l'universel, alors que le citoyen se caractérise par sa capacité à regarder la société d'un point de vue universel. Dans les anciennes démocraties déjà, l'élite soupçonnait tout ou partie du peuple de trop s'intéresser à ses passions et à ses intérêts particuliers au détriment du commun. Si le mot populisme est devenu péjoratif il y a de cela 20-30 ans, c'est parce que le mouvement émancipateur des Lumières et les partis de gauche qui l'incarnaient ont largement perdu l'appui populaire. Les classes populaires européennes jugent que la mondialisation, le libéralisme des mœurs, le cosmopolitisme vont trop loin, que nous avons besoin de frontières et d'être fondés dans des particularités. Face à une élite qui pousse trop dans le sens de l'émancipation, elles défendent l'enracinement. C'est pourquoi l'élite y voit une trahison, et considère ce peuple comme un adversaire. L'élite répond par le mépris, et traduit la défense de l'enracinement en égoïsme et en xénophobie. Le populisme serait donc devenu une récusation idéologique. Aux yeux de Chantal Delsol, les dits populismes sont salutaires en ce qu'ils répondent à l'exigence fondatrice pour les sociétés humaines de tenir un équilibre entre le pôle de l'enracinement et le pôle de l'émancipation. Ces intellectuels peuvent attendre des populismes qu'ils restructurent le champ politique, à gauche comme à droite. Chantal Mouffe, épouse d'Ernesto Laclau, a publié en 2015 un livre d'entretiens avec le secrétaire politique de Podemos, Iñigo Errejón. Elle défend la nécessité d'une convergence de demandes démocratiques hétérogènes, celles des classes ouvrières, des féministes, des écologistes, etc., pour que se cristallise un « nous » du populisme de gauche (construit alors très différemment du « nous » du populisme de droite, qui correspond au peuple comme ethnos), opposé à un « eux » qui regrouperait ceux qui contribuent ou ont intérêt au maintien du système néolibéral.

- Chantal Delsol, *Populismes, les démeurés de l'histoire*, éditions du Rocher, 2015
- Iñigo Errejón et Chantal Mouffe, *Construire pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Icaria Editorial, 2015
- Jacques Sapir, Pierre-André Taguieff, « Du Brexit à la présidentielle française en passant par l'élection américaine, la vengeance des peuples contre leurs élites sera-t-elle un plat qui se mange froid... ou très chaud ? », interview, Atlantico, 12 Juin 2016, <http://www.atlantico.fr/decryptage/brexit-presidentielle-francaise-en-passant-election-americaine-vengeance-peuples-contre-elites-sera-t-elle-plat-qui-se-mange-2730565.html>

2. UNE CRISE DÉMOCRATIQUE POUR PIERRE ROSANVALLON

Pour penser et comprendre le succès du populisme, il faut se pencher sur la mécanique démocratique. C'est la conviction de Pierre Rosanvallon. Le populisme prendrait aujourd'hui son essor parce que les indéterminations consubstantielles à la démocratie sont exacerbées. Le populisme apporte une réponse perverse et simplificatrice à des difficultés réelles. En effet, dès lors que la démocratie représentative est censée être l'expression du pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple, et que le peuple ne peut exercer sa souveraineté et son pouvoir que

par des représentants qui vont parler et agir en son nom, nous avons là forcément une source de tension. Les représentants représentent-ils bien tout le peuple ? Issus souvent des élites, n'agissent-ils pas pour servir d'abord les intérêts de leur « caste » ? À l'instar d'Ernesto Laclau, Pierre Rosanvallon retient que la démocratie est d'autant plus sujette à une tension, que les procédures de représentation ne peuvent jamais complètement couvrir la multitude d'individus égaux devant la loi, de groupes et donc d'intérêts qui font le peuple. À partir de là, quand le populisme se renforce, c'est l'expression d'une tension grandissante, d'une crise : « *Il naît sur le terrain d'une crise. Il ne fait pas qu'exprimer un mal intrinsèque. Il est le point de rencontre entre un désenchantement politique, tenant à la mal-représentation, aux dysfonctionnements du régime démocratique, et un désarroi social lié à la non-résolution de la question sociale aujourd'hui, avec le double sentiment d'impuissance, d'absence d'alternatives et d'opacité du monde qui en découle. Dans cette perspective, le populisme peut être compris comme une forme de réponse simplificatrice et perverse à ces difficultés.* » (Rosanvallon, 2011)

Le populisme se caractérise par une triple simplification : politique et sociologique en définissant le peuple par sa différence avec les « élites » ; institutionnelle en considérant que le système représentatif et la démocratie sont structurellement corrompus par les politiciens et que la seule forme réelle de démocratie serait l'appel au peuple, via le référendum ; une simplification du lien social en pensant que ce qui fait la cohésion d'une société, c'est son identité, toujours définie négativement (en rejetant les immigrés, les musulmans...), et non pas la qualité des liens sociaux. Pierre Rosanvallon en conclut que pour répondre au populisme, il n'y a point d'autre solution que de trouver des moyens de mieux accomplir la démocratie, par la réinvention d'un projet et la démultiplication des manières d'exprimer la volonté générale (d'où l'idée qu'il faut compliquer la démocratie et non la simplifier). « *S'il y a parfois de l'indignation ou de l'inquiétude en Europe devant le développement du populisme, il s'agit aussi d'avoir l'intelligence de son inquiétude, la science de son indignation et rejeter aussi bien le moralisme flou que le mépris hautain. Approfondir la question du populisme conduit à mieux comprendre la démocratie avec ses risques de détournement, de confiscation, ses ambiguïtés, son inachèvement aussi. (...) La question du populisme est en effet interne à celle de la démocratie. Ce n'est pas un parasitage extérieur, sa présence oblige à penser la démocratie pour mieux l'accomplir.* » (Rosanvallon, 2011)

- Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », La Vie des Idées, 27 juillet 2011, <http://www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html>

3. UN « MÉPRIS DE CLASSES » ? UNE GAUCHE DE GOUVERNEMENT QUI SE SERAIT ÉLOIGNÉE DES CLASSES POPULAIRES ?

Des commentateurs estiment que la gauche provoque le vote populiste à force de diaboliser ses adversaires. Finalement, plus les classes populaires et moyennes se sentiraient méprisées par des élites qui disqualifient leurs revendications en les qualifiant de populistes, plus cela conforterait leur orientation vers ces mouvements (Bevort, 2014). Dans tous les pays d'Europe, des ouvrages ont soutenu la thèse que face à un vote populaire qualifié de populiste, s'érige un mépris voire un « racisme de classe » venant notamment de la gauche. En France, outre Chantal Delsol déjà citée, Christophe Guilluy, auteur de *La France périphérique – Comment on a sacrifié les classes populaires* (2014) et de *Crépuscule de la France d'en haut* (Flammarion, 2016) a aussi décrit ce phénomène qui pourrait nourrir le vote populiste. Laurent Bouvet également, auteur de *Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme* (Gallimard, 2012), défend la thèse que la gauche aurait perdu « le sens du peuple » : représentante historique des couches populaires, elle se serait convertie au multiculturalisme, à la défense des minorités, des jeunes, des immigrés, des femmes, etc., parce qu'elle aurait estimé que les classes populaires deviendraient conservatrices et ne peuvent plus former le cœur de son électorat, abandonnant ainsi ce dernier au populisme.

Argument supplémentaire, la gauche de gouvernement a réalisé un tournant libéral : « *En Europe, les catégories populaires se sont détournées de la gauche gouvernementale, jugée trop proche de la droite libérale. Il faut dire que, sur certains points, la politique de Tony Blair a emboîté le pas de celle de Margaret Thatcher, pour ne parler que de la Grande-Bretagne. Sa politique a même accentué la dérégulation des marchés et de l'État opérée par la "Dame de fer". Et*

le scénario s'est produit dans presque tous les pays d'Europe. Ainsi, on a pu voir prospérer en France ce que l'on a appelé le "gaucho-lepénisme", ces reports de voix d'anciens communistes sur le Front national, phénomène que l'on observe partout sur le continent européen. » (Ernesto Laclau, interview, *Le Monde*, 2012)

4. FACE À UNE POPULATION FRAGILISÉE PAR LA MONDIALISATION ET DÉSEMPARÉE PAR L'IMMIGRATION, LES PARTIS TRADITIONNELS N'AURAIENT PAS SU APPORTER DES RÉPONSES

Des populations européennes fragilisées se tourneraient vers des mouvements dits populistes parce que les partis traditionnels n'ont pas su gérer des évolutions préoccupantes comme l'impact de la mondialisation sur l'emploi et la transformation des sociétés suite à des flux migratoires importants. L'essor du populisme de droite s'expliquerait par une conjonction de facteurs selon Dominique Reynié (2014), dont nous résumons ici l'argumentation : l'Europe connaît une crise de puissance due à une évolution démographique irréversible, puisqu'elle vieillit et va se dépeupler, à moins qu'il y ait un rééquilibrage par les migrations. Le vieillissement conduit à la poussée d'opinions conservatrices, liées à des préoccupations, des demandes de protection et de sécurité, une intolérance à de nouvelles façons de vivre. Au moment même où l'Europe vieillit, la mondialisation impose une activité plus intense, ce qui paraît plus compliqué pour des peuples vieillissants. La solution possible, l'immigration est rejetée, et fait le cœur du discours populiste qui selon Reynié est moins un discours « raciste » que « xénophobe », ce qui traduit la mutation de partis d'extrême droite vers des partis qui n'ont plus les mêmes références (par exemple l'antisémitisme a quasiment disparu des discours de ces partis). La crise de puissance est aussi celle des capacités financières des États et d'une souveraineté amoindrie dans le contexte nouveau de mondialisation et d'importance prise par l'Union européenne.

Finalement, la montée des populismes est provoquée par un effet de bascule démographique, conjugué à une immigration qui devient de plus en plus incontournable et visible. *« L'Europe accueille des immigrés depuis des décennies ; depuis une quarantaine d'années, ces flux d'immigrés proviennent beaucoup plus souvent d'Afrique. Mais pendant longtemps, les immigrés que nous recevions étaient relégués : on ne les voyait pas, ils n'étaient pas représentés. Aucune des sociétés démocratiques européennes n'a été réellement préparée politiquement, culturellement et intellectuellement, à la recomposition ethnoculturelle qui s'opère aujourd'hui, logiquement, par un simple effet de bascule. On voit ainsi se multiplier les conflits interculturels qui touchent à tout un ensemble de problèmes très concrets : le monde de l'hôpital, les cantines scolaires, la justice, le paysage urbain, etc. Conflits d'autant plus problématiques que personne n'ayant vraiment préparé les sociétés à les affronter sereinement, on ne dispose guère de modèles pour en discuter et y faire face avec mesure, trouver des solutions pacifiées, satisfaisantes pour tous »* (Reynié, 2014).

- Dominique Reynié, « L'avenir du populisme », Institut Diderot, 2014, <http://www.institutdiderot.fr/wp-content/uploads/2015/03/Lavenirdupopulisme.pdf>

5. LE RECOURS AU POPULISME FACE À LA CRAINTE DE DÉCLASSEMENT ET À LA VISIBILITÉ DE L'ISLAM

Dominique Reynié appelle « populisme patrimonial » le courant qui a su percevoir et apporter une réponse à une double demande de protection : une demande de protection du patrimoine immatériel, c'est-à-dire d'un style de vie qui tient compte des coutumes, du monde familial, des valeurs requalifiées d'européennes (l'égalité homme/femme, la laïcité, la liberté individuelle...), face à une immigration qui transforme le visage de la société et à la visibilité grandissante de l'islam ; et une demande de protection du patrimoine matériel, c'est-à-dire du niveau de vie qui est menacé dans le contexte de globalisation. De fait, en Europe comme dans l'Amérique qui a voté Trump, on retrouve la même crainte de déclassement d'une partie importante des classes populaires ou moyennes. La précarisation et le déclassement sont des menaces objectives si l'on en croit l'essai du sociologue français Louis Chauvel, *La Spirale du déclassement* (Seuil, 2016). De cet appel à protéger le niveau de vie découle un ethno-socialisme, qui propose de réserver

l'État-providence à l'*ethnos*, aux nationaux, en réalité aux « blancs » remarque Dominique Reynié. De fait, Donald Trump a remporté l'élection présidentielle grâce au soutien décisif des « petits Blancs ». Comme le rappelle le journaliste Henrik Linkel, 67 % des hommes blancs pas ou peu diplômés ont voté Trump ainsi que 65 % des femmes blanches des classes populaires. Pour cet électorat de conditions modestes, le principal enjeu était l'économie, le salaire et le maintien de l'emploi et non des enjeux sociétaux, culturels ou liés aux droits de groupes divers. Une bonne partie de ces électeurs ont fait part de leur sentiment diffus d'être laissés pour compte alors que les « minorités » recevraient, elles, différents avantages et que la gauche libérale tend à maintenir les pauvres dans l'assistanat alors qu'il faudrait que les gens travaillent. On retrouve cette spécificité d'un vote blanc et des classes moyennes et populaires, majoritaires sur le plan sociologique, dans le vote populiste de nombreux pays, y compris en France où le Front national attire surtout cet électorat.

6. UNE MONTÉE DE POPULISME DANS UN NOUVEAU CONTEXTE

Certains des partis qualifiés de populistes sont des partis d'extrême droite (ou de droite nationale selon leur propre dénomination) qui se sont transformés pour renaître et gagner en influence électorale. Un débat porte néanmoins sur la réalité de leur mutation : faut-il les qualifier alors d'extrême droite, de populistes, de nationalistes, de souverainistes ? Pour Pierre-André Taguieff (2012), sous les expressions extrême droite et populisme, c'est à une renaissance du nationalisme que l'on assisterait, ceci dans un nouveau contexte, celui de la mondialisation et des crises économiques et identitaires qui en découlent. Le chercheur a introduit la notion de national-populisme en 1983 pour décrire ces partis qui répondent à des populations angoissées par la reconfiguration du monde et qui disent leur besoin manifeste d'enracinement. Ces mouvements ont trois caractéristiques majeures : ils sont tout à la fois protestataires parce qu'ils n'ont de cesse de fustiger la globalisation et l'europhobie, identitaires en ce qu'ils jouent de peurs et de phobies à connotations islamophobes (la nouveauté des néo-populismes de droite est leur critique de l'influence jugée grandissante de l'islam), démophiles parce qu'ils multiplient les appels à un peuple supposé purificateur contre des élites illégitimes et corrompues, afin d'engager un « changement ». Combinant les dimensions charismatique et autoritaire avec les dimensions nationaliste et populiste, cela les rapprocherait du bonapartisme.s

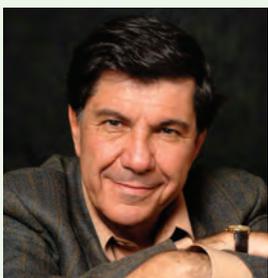
7. POURQUOI EST-ON CHAQUE FOIS SURPRIS PAR LES RÉSULTATS ÉLECTORAUX DES POPULISTES ?

Henrik Lindell, journaliste à l'hebdomadaire *La Vie* pose dans l'un de ces papiers la question suivante : pourquoi les scores réalisés par les partis qualifiés de populistes créent-ils si souvent la surprise ? En effet, la surprise de l'élection de Trump ou du Brexit s'inscrivent dans une longue série de scores qui nous semblaient déjà inattendus. Une réponse est dans la stratégie d'électeurs qui tendent à ne pas dire leurs intentions aux instituts de sondage, parce qu'ils craignent d'être méprisés, ridiculisés, extrémisés, assimilés à des racistes¹, même si on leur garantit l'anonymat. Ce vote secret a joué un rôle considérable dans les *swing states* lors de l'élection de Trump. Mais s'il y a surprise, c'est aussi selon Lindell que les motivations du vote populiste forment un « point aveugle », parce que ceux qui analysent ou commentent sont souvent dans un autre monde que ceux qui votent pour ces partis : « *C'est un peu comme si nous – journalistes et observateurs professionnels vivant globalement dans le même univers et au sein duquel nous partageons globalement les mêmes constats et les mêmes "valeurs" – avions du mal à voir ces millions de personnes qui ne votent pas comme nous, n'ont pas tout à fait le même système de valeurs que nous et dont les motivations et aspirations nous échappent. Le décalage s'illustre par le fait que la plupart d'entre nous avons une aversion particulière à l'égard de Donald Trump et des principaux leaders "populistes" du camp du Brexit. Pas moins de 90 % des journaux d'information américains ont dit dans leurs éditoriaux qu'ils ne voteraient pas pour Trump. Une propor-*

1. Journaliste catholique de gauche, Henrik Lindell, livre une analyse issue de ses observations sur les électeurs qui votent sans le dire pour le FN et estiment qu'il y a « trop d'immigrés » : parmi eux, il en est qui sont xénophobes et racistes, et d'autres qui ne le sont pas, mais qui pour différentes raisons (cohésion sociale, difficultés matérielles d'accueil de personnes sans ressource, etc.) peuvent estimer qu'il peut y avoir « trop d'immigrés » dans certains quartiers par exemple.

tion énorme. Et un nombre impressionnant d'universitaires et de chercheurs sont sortis de leur neutralité pour dire leurs craintes. (...) Ce décalage culturel et social par rapport aux personnes concernées ne concerne pas que la droite "populiste". Une partie de la gauche est, elle aussi, sortie des radars des observateurs. Mais là où Nuit Debout a été couvert par énormément de médias (...), Nuit Debout s'est montré moins durable que la Manif pour tous ou les Veilleurs, qui, eux, ont réussi à créer une véritable dynamique depuis trois ans quoique largement ignorée des médias. La gauche qui est capable de produire des "surprises" électorales et connaître un certain succès, c'est d'abord celle qui est vraiment populaire. On l'a vu en œuvre aux États-Unis, à travers la percée inédite et "inattendue" du candidat Bernie Sanders (...). (Lindell, 2017) Cette interpellation mérite forcément d'être méditée.

- Henrik Lindell, « Cinq observations sur le « populisme » pour 2017 », La Vie, 6 janvier 2017, <http://www.lavie.fr/blog/henrik-lindell/cinq-observations-sur-le-populisme-pour-2017,4819>



“ Une certaine forme de populisme est nécessaire à la démocratie, et vient même la revivifier. ”

Jacques SAPIR, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et chercheur engagé ; travaille sur plusieurs thèmes dont celui de la mise en tension des principes démocratiques et républicains et sur des concepts de théorie politique. Lire la version longue sur www.millenaire3.com (itw 12/12/2016)

Qu'est-ce qui vous a amené à réfléchir à la question du populisme ?

C'est d'abord un constat. J'observe la déconnexion de plus en plus manifeste entre les représentations dont sont porteuses les élites et les représentations de la population. Actuellement, nous sommes en présence d'élites qui vivent séparées du reste de la population, qui ont leurs propres modes de vie, et qui finissent par ignorer la vie réelle de la majorité des concitoyens. *Grosso-modo*, 1% de la population, complètement « mondialisée », peut vivre aujourd'hui à Paris, demain à New-York, après-demain à Beijing et 5% de la population, « semi-mondialisée », se déplace fréquemment, mais pas systématiquement, à l'étranger. Les 94% du reste de la population sont en réalité bien plus statiques, et leur vécu est aux antipodes de celui de cette élite. Le sentiment que des élites ont des intérêts séparés et contradictoires avec ceux de la population n'est pas propre à la France et à l'Europe, on retrouve une telle représentation aux États-Unis où le populisme fait parti de la culture politique. On ne peut pas comprendre la victoire de Donald Trump si l'on ne comprend pas le sentiment de colère qui existe dans une large partie de la population américaine.

Peut-on parler d'une montée des populismes en Europe et dans le monde ?

Je ne parlerais pas de montée des populismes, mais d'un sentiment croissant de frustration et de colère, avec des effets différents selon les pays. Autant il existe un populisme instrumental en Angleterre, où les électeurs se sont servis d'un parti populiste, l'UKIP, pour avancer une protestation (référendum de juin 2016 sur le maintien du Royaume Uni au sein de l'Union Européenne) sans pour autant lui faire confiance lors des autres élections, autant **en Italie et en France des partis populistes s'enracinent dans le système politique**. Le *Movimento 5 Stelle* de Beppe Grillo, soit disant un épiphénomène, non seulement n'a pas disparu mais a continué à se renforcer. En France, la montée du *Front National* traduit très largement le même phénomène, mais aussi la transformation de ce parti d'un mouvement d'extrême-droite, ce qu'il était incontestablement à sa naissance, en un mouvement populiste, qui désormais cale son discours sur sa prétention à défendre la majorité de la population, abandonnée par ses élites.

Les partis populistes gagnent-ils des électeurs parce que les partis traditionnels n'arrivent pas à entendre leurs revendications ?

Autant le défaut d'offre politique pouvait expliquer il y a une dizaine d'années la montée du *Movimento 5 Stelle* et du *Front National*, autant je pense que ce n'est plus le cas. Une mutation est en cours, avec une véritable adhésion aux thèses populistes.

Qu'est-ce qui a changé en l'espace de dix ans ?

Le changement majeur tient au fait que les partis populistes, pour enraciner le vote de leur électorat, ont été obligés de se structurer idéologiquement (*Movimento 5 Stelle*), ou de changer de structuration idéologique et politique (la ligne Philippot au *Front National*). **Il est extrêmement intéressant de regarder la progression du Front National sur des électorats où il**

n'était pas présent il y a 15 ans, comme les fonctionnaires en contact avec la crise sociale, les personnels de santé, les personnels enseignants, les forces de l'ordre. Ce sont les électeurs sur lesquels il réalise dernièrement les gains les plus importants. L'attitude de déni de la part des gouvernants et des grands partis traditionnels face à ces questions a eu un effet dévastateur. Face à des professionnels qui disent souffrir de ne plus pouvoir exercer leurs professions normalement, en raison de comportements religieux d'une partie de leurs publics, que ce soit dans l'enseignement ou dans la santé, on leur oppose le discours : il n'y a pas de problèmes religieux à l'hôpital, il n'y a pas de problèmes religieux à l'école, et ainsi de suite. Et bien si, il y en a, et tout le monde le sait. Il ne sert à rien de le nier ! Ce n'est pas en niant ces problèmes qu'on les fera disparaître. Et quand bien même les gouvernants reconnaissent l'existence de ces problèmes, ils n'apportent pas de solution. Or aujourd'hui les gens exigent d'une part que l'on reconnaisse leurs problèmes, et d'autre part que les pouvoirs publics agissent.

Vous avez pu écrire que la seule manière de sortir de la situation actuelle pour les dirigeants politiques serait de refaire de la politique sur le fond.

Nous vivons aujourd'hui dans l'Union européenne, dans des systèmes politiques légalistes, selon la typologie établie par Carl Schmitt. **On met la loi en avant, comme si les lois régnaient, comme si elles s'imposaient comme des normes générales, de manière technique, aux individus.** Dans un tel régime, il n'y a plus de place pour la controverse. Or, la tendance à dépolitiser le politique est ressentie comme une agression par une majorité des gens car elle vise à leur retirer cette capacité de décider, c'est-à-dire leur souveraineté. De plus, cette dépolitisation se fait sous couvert d'un discours moralisateur. Nous avons aujourd'hui un discours absolument insupportable. Finalement, il faut comprendre l'émergence du populisme non point comme une pathologie mais au contraire comme un antidote aux dérives de l'État législateur et de sa tendance permanente à dépolitiser le politique. Il permet de revivifier le politique en tant qu'espace des antagonismes qui impose, sur le plan politique, d'opposer amis et ennemis.

En quel sens faut-il comprendre cette opposition amis/ennemis, particulièrement forte dans sa formulation ?

Chantal Mouffe, qui est indirectement une source d'inspiration pour Podemos, a posé à partir des travaux de Carl Schmitt cette distinction essentielle entre le politique et la politique, entre les espaces où dominant des relations antagonistes et les espaces marqués par des relations agonistes. Le politique est lié à la dimension d'antagonisme qui existe dans les rapports humains, un antagonisme qui se manifeste sous une forme politique dans la construction du rapport ami/ennemi. Entre amis, on est dans la politique, et être en désaccord n'empêche pas de trouver des *consensus*. Tout ceci permet de comprendre pourquoi l'affrontement agonistique, loin de représenter un danger pour la démocratie, est en réalité sa condition même d'existence. L'existence d'une démocratie réelle implique le conflit.

Pathologie, menace, déraison, démagogie, les mots associés au populisme par les médias sont généralement très dépréciatifs, cette vision est-elle malgré tout fondée pour partie ?

Le discours consistant à dire « vous ne savez pas, nous savons, et avons le droit de décider pour vous » est l'exemple même du discours antidémocratique. Nous l'entendons constamment quand des élus expliquent : « vous avez voté ceci, mais au fond ce n'est pas ce que vous vouliez faire », ou « vous ne savez pas ce sur quoi vous avez voté ». C'est ce que l'on a vu lors du vote du référendum de 2005 sur le projet de traité constitutionnel. De même, quand nous avons eu la victoire du « Brexit » en juin 2016, les mêmes ont prétendu que les britanniques, en réalité, ne voulaient pas sortir de l'UE, et ce contre toutes les évidences. À chaque fois, donc, on remet en cause le vote démocratique. En réalité, ceux qui tiennent ce discours défendent leurs intérêts. Mais, ce faisant, ils délègitiment le cadre même qu'ils défendent et ils ne laissent plus comme seule solution que la victoire des forces populistes. Car, en définitif, ce qui explique le succès actuel des forces populistes, c'est le mépris que montrent les élites

pour l'opinion de la grande majorité. Ce mépris, venant à la suite de l'accumulation insensée de richesses à laquelle se livre l'élite alors que les revenus médians stagnent depuis des années, non seulement condamne la dite élite, mais il légitime à son égard les mesures qui, à terme, se révéleront les plus extrêmes. Quant à la critique de démagogie, **je rappellerais que le populisme n'est pas la démagogie. La démagogie, elle, est dangereuse.**

La mondialisation semble être souvent un objet de critique dans les mouvements populistes, pourquoi ?

La mondialisation recouvre à la fois un phénomène d'extension des échanges, un modèle de circulation des capitaux, et un projet politique de **constitution d'un marché à l'échelle mondiale. C'est ce projet qui est hautement contestable. Le problème est que les partisans de ce projet présentent un récit, qui est de l'ordre du roman**, qui voudrait montrer que l'humanité tend à une globalisation de ses échanges qui nous amène vers la paix. En réalité, que constate-t-on en regardant l'histoire ? Comment est-ce que l'économie chinoise fut-elle ouverte au commerce international au XIX^e siècle ? Par la force militaire. Toujours, le navire de commerce fut précédé par le navire de guerre. Le roman que l'on nous présente n'est qu'une immense imposture. L'argument selon lequel la globalisation marchande nous apportera la paix est faux. De fait, la globalisation permet de faire baisser, à l'intérieur des pays développés, les salaires dans les secteurs ouverts à la concurrence internationale. Des études précises ont été faites sur les différents pays concernés et en particulier aux États-Unis. Il convient de ré-estimer les inconvénients de cette globalisation que j'ai exposés dans mon livre *La démondialisation*. (Seuil, 2011) ■



“La principale vertu du populisme est qu’il prend très au sérieux l’utopie égalitaire que l’on place dans la démocratie, ce qui l’amène à critiquer les démocraties telle qu’elles existent aujourd’hui, en tant que systèmes de pouvoir très élitistes et caractérisés par une aristocratie électorale. Mais le citoyen qui fait le choix du populisme n’entend pas seulement être bien représenté, il adhère à un projet transformateur.”

Federico TARRAGONI, Maître de conférences en sociologie à l’Université Paris 7 Diderot ; mène des recherches sur la question révolutionnaire, les formes de politisation populaire, la problématique de l’émancipation et le populisme. Lire la version longue sur www.millenaire3.com (itw 28/11/2016)

J’ai l’impression que le populisme est une notion que l’on a du mal à saisir. Que recouvre ce terme ?

Il existe trois champs d’usage de ce concept de populisme, qu’il faut soigneusement distinguer : le populisme plébéen, le populisme nationaliste-xénophobe et la démagogie. Je considère, quant à moi, que le seul champ d’usage scientifiquement pertinent, du moins si on regarde de près l’histoire des mouvements populistes dans le monde, est le premier. Les deux autres, systématiquement évoqués et confondus dans les médias, renvoient à des erreurs de compréhension et d’analyse.

Comment définissez-vous ce populisme plébéen ?

Le populisme plébéen connaît trois moments historiques clés. Le premier en Russie dans les années 1840-1880 autour des *Narodniki* (les « démocrates »), le deuxième à la fin du XIX^e siècle aux États-Unis dans le *People’s Party*, le troisième dans les populismes latino-américains, à partir des années 1940. Quatre expériences phares en sont le gétulisme brésilien avec l’*Estado Novo* de Getúlio Vargas, le cardénisme mexicain de Lázaro Cárdenas, le velasquisme équatorien avec José-Maria Velasco Ibarra, et le péronisme argentin de Juan Domingo Perón. Ces populismes essaient de résoudre la crise économique et sociale, en mettant en place des politiques économiques autonomes et en élargissant les droits sociaux liés au travail, avec l’appui de mouvements ouvriers puissants.

Quelle est la deuxième tradition du populisme ?

Celle dudit « populisme nationaliste et xénophobe ». On trouve des traces de ce pseudo-populisme à la fin du XIX^e siècle, en Europe, autour notamment du boulangisme français qui a été une matrice de ce que Pierre-André Taguieff a appelé, à partir du FN français, le national-populisme. Aujourd’hui selon Dominique Reynié, les populismes de droite en Europe jouent sur le désir de sécurité, la peur de l’immigration et défendent surtout la sauvegarde de traditions et

de patrimoines matériels et immatériels, ce qui l'a amené à proposer le concept de « populisme patrimonial ». Mais un concept existe et leur convient parfaitement, celui du nationalisme.

La démagogie serait la troisième tradition du populisme ?

Oui, des hommes politiques sont aujourd'hui qualifiés de populistes lorsqu'ils se situent dans la séduction, la démagogie, l'illusion, *l'overpromising*. Pour moi, cet usage du « populisme » est le plus idiot de tous. À suivre ce critère, l'immense majorité de nos leaders européens actuels serait en cause...

Dès lors qu'il est question de populisme dans les médias, il est souvent question d'une menace. Quelle est sa nature ?

Il faut reconnaître que la démocratie à laquelle aspirent les « authentiques » populistes, ceux de gauche, est plus radicale que l'actuelle démocratie représentative bi-partisane, dans laquelle les partis majoritaires s'alternent au pouvoir, en menant des politiques publiques souvent similaires...

Reconnaissez-vous néanmoins que les populismes puissent constituer une menace dès lors qu'ils arrivent au pouvoir ?

Comme toute tradition politique, le populisme a ses contradictions qui se manifestent lorsque les populistes parviennent au pouvoir. Le premier danger est l'écart qui se creuse entre des porte-paroles et le peuple. Une deuxième série de problèmes ressort de l'étude des populismes en Amérique latine. Le charisme du porte-parole, en se routinisant, peut devenir du personnalisme, et le personnalisme peut générer une dérive autoritaire, c'est-à-dire un déséquilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le judiciaire et le législatif, associé à une remise en cause des contre-pouvoirs (médiatiques notamment). Le troisième danger est que tous les populismes au pouvoir aspirent à étatiser le peuple. C'est la contradiction la plus insidieuse du populisme, qui peut le faire dégénérer en corporativisme fasciste : le populisme dit en effet aux exclus « constituez-vous en peuple », c'est-à-dire « montez des mouvements populaires puissants et autonomes ». Mais, une fois que ceux-ci sont constitués, il souhaite les contrôler.

Dans le populisme, trouve-t-on forcément un leader charismatique ?

Max Weber nous a donné un cadre sociologique rigoureux pour penser la relation charismatique, c'est-à-dire cette relation qui produit une adhésion chez ceux qui identifient des qualités extraordinaires dans le chef. En ce sens, Charles de Gaulle est charismatique, Perón est charismatique... **Pour qu'on puisse parler de leadership charismatique, il faut aussi et surtout une dimension révolutionnaire** dans le projet politique. Il n'y a pas de charisme qui ne soit pas lié à une volonté de transformation radicale de la société, que cette révolution soit progressiste ou réactionnaire. Je donne mon accord à ce *leader*, je lui donne mon vote, je participe, je me mobilise dans la rue pour le défendre, puisqu'il porte un projet de transformation radicale de la société dans lequel je m'identifie et qui donne sens à mon existence ! Enfin toujours selon Max Weber, le projet de transformation radicale de la société porté par le leader suscite chez les dominés une *métanoïa*, une transformation intérieure qui les amène à se dire : finalement j'ai envie de participer à ce processus parce qu'il m'appelle intérieurement.

Comment naît le projet porté par le mouvement populiste ?

Il naît de deux processus qui s'entremêlent : une critique de la démocratie et/ou de la République, dès lors qu'elle trahit ses promesses intégratrices, égalisatrices, démocratiques, qu'elle sert l'intérêt d'une élite, des classes dominantes, des puissants ; et l'apparition dans l'espace social de mouvements populaires, qui, quelle que soit leur base sociale, demandent un élargissement des droits et une « démocratisation » de la démocratie.

L'adhésion populiste a-t-elle pour point de départ une déception ?

Oui, en tout cas c'est ce qui s'est passé à la fin du XIX^e aux États-Unis, en Amérique latine entre les années 1940-60, et c'est ce qui se produit quand de nouveaux mouvements sociaux et

des partis contestataires — le mouvement des précaires en Grèce puis Syriza, les Indignados espagnols et Podemos, 99%, *Occupy Wall Street*, le Front de gauche français... — ont contesté les abus des élites. Le philosophe politique argentin récemment disparu Ernesto Laclau le disait de façon très juste dans son livre *La Raison populiste* (Seuil, 2008) : **lorsque la démocratie représentative en vient à représenter les intérêts des classes dominantes, il peut apparaître une contestation populiste**, qui en réalité revient à la source même de la démocratie représentative : elle fait surgir un peuple qui va critiquer la relation de représentation telle qu'elle est, critiquer l'aristocratisation des représentants et chercher à « démocratiser » la démocratie représentative en y adjoignant des compléments de démocratie directe. Pour résumer ma pensée, je dirai que la principale vertu du populisme est qu'il prend très au sérieux l'utopie égalitaire que l'on place dans la démocratie, ce qui l'amène à critiquer les démocraties telles qu'elles existent aujourd'hui, en tant que systèmes de pouvoir très élitistes et caractérisés par une aristocratie élective. Mais le citoyen qui fait le choix du populisme n'entend pas seulement être bien représenté, il adhère à un projet transformateur.

Par exemple ?

À supposer — cela reste très hypothétique — que Podemos gagne les élections et obtienne la présidence du Conseil, une tension va se générer entre démocratie représentative et démocratie directe, entre État et mouvements populaires. Podemos en est tout à fait conscient ! Son secrétaire général Pablo Iglesias Turrión a déclaré que son mouvement portait le programme d'une transformation révolutionnaire de la société, un programme qui agrège une multiplicité de causes : la cause des femmes, la cause du précaire, la cause des immigrés, etc. « *Mais en même temps, a-t-il prévenu, sachez que si nous arrivons au pouvoir, nous vous trahirons certainement, puisque nous serons dans d'autres mécanismes politiques que ceux de la mobilisation de la rue. Il vous faudra nous critiquer, continuer à être dans la rue cette fois contre nous, pour nous rappeler ce qu'était notre programme populiste initial.* » C'est extrêmement intéressant du point de vue démocratique.

Les partis populistes critiquent l'« oligarchie » qui aurait accaparé le pouvoir ? Que signifie ce terme dans leurs discours ?

Alors que le mot élite a une acception neutre, puisqu'il désigne les classes dominantes dans différents domaines (politique, économique...), le mot oligarchie est normatif et connote négativement l'élite. L'oligarchie est le pouvoir de (trop) peu de personnes. Dès lors que les représentants du peuple deviennent une oligarchie, ils doivent être, du point de vue du populisme, critiqués par le peuple. De ce point de vue, la rhétorique anti-oligarchique est dans les discours de tous les populismes.

Dès lors que les populismes de droite et de gauche souhaitent la mise en place de politiques économiques souveraines, qu'est-ce qui les différencie fondamentalement ?

La différence est dans leur définition du peuple. Syriza, Podemos, le *Mouvement 5 étoiles* et le *Front de gauche* appellent à changer les politiques économiques au niveau européen pour mieux défendre les intérêts du peuple européen, des précaires... **Leur définition du peuple est cosmopolitique, elle s'oppose à la définition nationale du peuple portée par le Front National en France ou la Ligue Nord en Italie, un peuple-ethnos défini en opposition aux étrangers menaçants.** Il ne suffit pas de dire que les populismes critiquent la mondialisation néolibérale. Il existe une version de droite de cette critique qui postule en gros que le migrant ou l'immigré nous vole notre travail. Il existe aussi, heureusement, une version de gauche qui estime que le problème n'est pas l'immigré — puisque l'immigré est un travailleur comme nous, un sans-droit comme nous —, mais le capitalisme, les politiques austéritaires, le néo-libéralisme. ■



“Le scénario du pire, c’est simple, ce sera le retour de la guerre en Europe ! S’il n’y a plus d’Union européenne, c’est la guerre.”

Jean-Dominique GIULIANI, centre de recherche sur l’Union européenne et ses politiques. Grand commis de l’État et familier des institutions européennes (conseiller spécial à la Commission européenne, il a aussi été maître des requêtes au Conseil d’État, directeur de cabinet du Président du Sénat M. René Monory). Lire la version longue sur www.millenaire3.com (itw 4/05/2017)

Pourquoi avoir publié récemment un article sur les risques liés au populisme en Europe¹ ? Est-ce parce que les institutions européennes font figure d’épouvantail ?

Le populisme monte en Europe en prenant pour prétexte l’euroscpticisme, puisque l’Europe est l’un de ses souffre-douleur préférés. Mais le problème est mondial, il touche l’ensemble des démocraties. Je suis persuadé que les vraies sources du populisme sont à rechercher dans les mutations scientifiques et technologiques que nous vivons, qui bouleversent les pratiques en matière d’économie, de communication, et les rapports entre États.

De quels bouleversements scientifiques et technologiques parlez-vous ?

Au regard de l’histoire de l’humanité, la révolution numérique me semble plus importante encore que l’invention de l’imprimerie. Elle bouleverse tout, on l’a vu avec la globalisation des modes de production. Les pièces d’un téléphone portable peuvent être fabriquées en une dizaine d’endroits différents ! Nous ne vivons pas une crise, mais une mutation qui dure déjà depuis 20 ans, et va durer. Elle fatigue énormément les peuples, met à mal les régimes démocratiques, et peu d’hommes politiques, à supposer qu’ils comprennent ces changements, sont prêts à les assumer auprès de leurs opinions. L’ubérisation en est un exemple typique. Les opinions se trouvent alors fracturées entre ceux qui comprennent cette mutation et la vivent plutôt avec optimisme, et ceux qui sont laissés sur le côté, et qui se ressentent ou sont présentés — c’est bien le discours de Marine Le Pen — comme des « victimes de l’horrible mondialisation »... **Toutes les règles et les assises de l’économie sont en train d’être bouleversées, les gens le sentent, ils sont angoissés.** L’exploitation de cette angoisse s’appelle le populisme. Le populisme renvoie à la faillite d’élites qui nous gouvernent mal, parce qu’elles ne sont pas capables de maîtriser ce changement. Si elles étaient déjà capables de l’expliquer, une partie du chemin serait fait ! Allez à l’Assemblée nationale, et essayez de vous faire expliquer ce qui advient autour du numérique : vous trouverez une poignée de députés qui comprennent à peu près de quoi il retourne, et les autres qui ne comprennent pas le phénomène, et n’en voient que certaines conséquences. Il faut commencer par comprendre et expliquer, avant de régler le phénomène.

Les craintes qui alimentent le populisme sont-elles pour partie justifiées ? Les populistes critiquent notamment la manière dont les États et l’Union européenne gèrent la mondialisation (concurrence déloyale, régulation de l’immigration), ont-ils raison ?

Si je me suis intéressé à la question du populisme, c’est que sur la scène internationale, l’Union Européenne est l’incarnation de la régulation. C’est justement cela qui est attaqué de l’intérieur, puisqu’on entend à la fois, il y a trop de contraintes, et il n’y en a pas assez ; c’est la faute du commerce international, et tout se décide à Bruxelles. Sur tous les continents, les démocraties sont menacées. Les États-Unis depuis l’élection de Trump, la démocratie brésilienne complètement en capilotade, la démocratie indienne où, avant d’accéder au pouvoir,

1. « Extrémismes, populismes et nationalismes à l’assaut de l’Europe », Politique étrangère, 2016.

Narendra Modi était interdit de séjour aux États-Unis à cause de son nationalisme. Au Japon, la démocratie ne va pas bien non plus... Toutes les démocraties représentatives occidentales sont interpellées, questionnées, malmenées, avec une colère assortie de revendications floues qui traduisent la volonté de renverser un système qui ne fonctionne plus. Cette thématique est présente chez Trump, Wilders, Le Pen ou Farage, le leader du Brexit. **Évidemment l'Europe est plus fragile que d'autres constructions, car elle est une union d'États souverains qui essaient de rapprocher les peuples, une démocratie à deux niveaux, loin d'être achevée...**

Quelles seraient les leçons à tirer pour les démocraties de la montée des populismes ?

Nous avons élaboré en Europe et en France une société solidaire dans laquelle le principe de base de la fiscalité et des régimes sociaux est que ceux qui le peuvent cotisent pour ceux qui sont en difficulté. Or qu'appelle-t-on être en difficulté ? Je ne vois aucune raison de rendre la santé gratuite pour tous. Bien sûr, il faut aider ceux qui ne peuvent pas se soigner mais je ne trouve pas normal de ne rien payer à la pharmacie, parce que tout a un prix. Nous sommes allés trop loin, la réforme de Madame Touraine est allée dans le mauvais sens, celui de la « dé-responsabilité » et ce type de mesure nourrit le populisme parce qu'au bout du compte on contribue à alourdir les dépenses, qu'on ne peut plus financer et l'on est vite rattrapé par la réalité. Il serait plus judicieux de consacrer plus de moyens à former ceux dont les métiers vont disparaître, et adapter le modèle social et solidaire aux nouveaux besoins. C'est l'idée d'Emmanuel Macron évoquée lors du débat d'entre deux-tours. Je ne trouve pas normal que 52 % des foyers fiscaux ne payent pas d'impôt, et je trouverais normal qu'un foyer pauvre paye ne serait-ce que quelques euros, même si cela coûte cher à prélever.

Le système de protection sociale est à réformer en profondeur, c'est cela ?

Notre système est train de mourir parce qu'il coûte de plus en plus cher, qu'on a de moins en moins les moyens de le payer et qu'il n'est plus vraiment adapté à la situation. Dans d'autres systèmes nationaux, où il a été décidé de tailler à la hache dans les dépenses sociales, aux États-Unis, au Royaume Uni, cela ne marche pas mieux ! Les Britanniques ont décidé avec le précédent gouvernement Cameron de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires. Maintenant il leur en manque pour négocier le Brexit ! En France où le droit du travail est extrêmement rigide et l'on accumule chaque fois des droits, la question de la réforme est très sensible mais nous sommes au bout d'un système. La complexité des sujets, la difficulté à les comprendre, pousse les dirigeants politiques à n'agir que sous la contrainte, sans anticipation, sans vision stratégique. **Il nous faut faire porter les politiques de solidarité sur des sujets importants, réfléchir aux priorités, pour qu'il y ait moins d'exclus notamment. Cela ne peut être entrepris que par des leaders courageux. Dans ce combat, l'Europe a du sens.** Quand l'Union européenne agit contre Apple et bientôt contre Google, tout le monde comprend qu'il est préférable d'être ensemble, pourquoi ne pas le faire alors sur de grands sujets, la formation, l'adaptation de la société au vieillissement, la politique commerciale ?

Dans le débat d'entre deux tours, deux visions s'affrontaient : l'une, portée par Emmanuel Macron parlait d'armer les gens dans le contexte de globalisation (formation, protection sociale pour les nouvelles formes d'activité), l'autre portée par Marine Le Pen parlait de renforcer le protectionnisme pour protéger les emplois.

L'important est de résorber le chômage. Les gouvernements qui ont des résultats contre le chômage finalement contiennent le populisme. Dans une économie qui se porte mieux, automatiquement la demande de protection contre des menaces extérieures faiblit. En Espagne, les contestations sont d'une autre nature que celles du populisme. Les réformes réalisées par Mariano Rajoy, extrêmement difficiles, ont fait diminuer le chômage de 10 % (de 28 à 18 %). Aujourd'hui, la concurrence industrielle dans toute une partie de la France du Sud vient d'Espagne, parce qu'une réforme du droit du travail a été faite, et qu'une pression à la baisse a joué sur les salaires — ils avaient monté très vite à cause d'une bulle permise par l'euro protecteur —. Si l'économie française se remet en marche, une partie du problème

populisme sera réglée. La solution n'est pas dans le protectionnisme qui toujours annonce de sombres périodes.

Enfin, la question centrale serait celle de l'emploi ?

J'ai grandi à Marseille, il y a toujours eu des quartiers difficiles, toujours eu de l'immigration, algérienne, arménienne, etc. Dans cette ville portuaire et multiculturelle, les gens avaient du boulot, cela changeait tout. Une économie en bonne santé permet à l'Allemagne d'étouffer toute une série de problèmes : on voit bien que dans les Länder de l'est le racisme est bien pire que chez nous, on voit bien qu'il y a un problème identitaire, que sur la scène internationale, notamment avec Israël, la Russie, la Pologne, les pays arabes, les Allemands sont beaucoup plus contraints que nous. Mais l'économie fait consensus. Vous êtes migrant Syrien, vous obtiendrez une réponse en quelques mois sur votre droit d'asile, assez généreuse en général, vous serez hébergé, votre famille sera prise en charge, vous travaillerez, vous vous insérez dans la société.

Faut-il distinguer le populisme de l'extrémisme et du nationalisme? Distinguer populisme de gauche, populisme de droite ?

Les conséquences sont les mêmes. **Jean-Luc Mélenchon s'est inscrit dans la continuité d'un parti communiste qui était à 30% au lendemain de la deuxième guerre en France. Il porte à la fois un idéal irréaliste, une pensée marxiste, et une expression populiste. Cela n'a rien à voir avec Marine Le Pen, mais son projet aboutit aux mêmes conséquences. Le Pen s'inscrit dans une tradition d'extrême droite, un peu vichyste, souvent xénophobe, qui a débordé sur la droite traditionnelle.** Quant au souverainisme, c'est un véritable archaïsme, qui s'explique en partie par le fait qu'on a pas voulu assumer le dépassement de la nation. Sans le dire, des prérogatives sont confiées à l'Union européenne, les gens le voient bien, ils ne sont pas idiots... La droite ne cesse de citer le passage de la célèbre conférence d'Ernest Renan prononcée en 1882 « Qu'est-ce qu'une nation ? », sur « le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu »... Il faut lire jusqu'au bout ! Renan dit aussi que la nation est un stade transitoire : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera ». Avez-vous entendu cette formule dans les discours ? Non ! On pouvait tenir de tels propos à la fin du XIX^e siècle, ce n'est plus possible au début du XXI^e siècle. On s'interdit de parler du fédéralisme qui est pourtant la solution aux problèmes de pays comme la France. C'est un blocage intellectuel.

L'idée de souverainisme a pris le dessus sur l'idée du fédéralisme ?

Le souverainisme est d'autant plus fort en France (ou au Royaume-Uni) que nous avons un passé glorieux. Nous avons dominé le continent, maintenant nous ne le dominons plus, comment expliquer cela ? Comme personne n'ose le faire, nous assistons à des réactions souverainistes dès lors qu'il y a un transfert de compétences ou un partage des souverainetés. De telles réactions ont toujours existé. Robert Schuman se faisait traiter de « salaud » par des militants du RPF, ancêtre du RPR ! Et les communistes faisaient circuler des photos de lui en uniforme nazi — qu'il n'a jamais porté, au contraire il était pourchassé par la Gestapo — jusqu'à ce que le général de Gaulle arrive aux affaires et entérine en 1958 le Traité de Rome, à la grande surprise de Michel Debré. Raymond Barre m'a raconté l'histoire. « Mais enfin mon général nous avons lutté contre le Traité de Rome, et vous l'acceptez ! ». Réponse de De Gaulle : « Oui cela va apprendre le libéralisme aux entreprises et à l'économie française, c'est ce qu'il faut pour reconstruire le pays ». Il a accepté la construction européenne. **Aujourd'hui personne n'assume le fédéralisme. Nous sommes dans une phase de dépassement des nations, mais comme la nation est chargée du concept de l'identité culturelle, linguistique, historique, nous ne savons pas comment nous y prendre.** Notre Fondation réfléchit à cette question essentielle. Pour moi, la vraie souveraineté d'un État consiste à savoir coopérer avec des États qui lui ressemblent. L'euro est une souveraineté monétaire retrouvée

de la France, parce qu'autour d'une table on décide ensemble ! Avant nous étions à l'extérieur, nous avons dévalué 17 fois le franc au XX^e siècle, et chaque fois sommes allés pleurer auprès de la Bundesbank ou de la FED américaine pour éviter la faillite. Nous avons retrouvé une souveraineté mais comment l'expliquer, c'est très difficile...

Si les populismes montaient encore en puissance en Europe, quels seraient les scénarios du pire ?

La France serait vraisemblablement parmi les derniers pays à tomber dans le scénario du pire. Si l'on a pu construire l'Europe après tant de conflits, c'est que les peuples ont adhéré à autre chose que le nationalisme. Quand on les interroge — regardez le sondage Ifop publié fin mars 2017 par la Fondation Robert Schuman avec le Figaro —, 72% des Français veulent rester dans l'euro, 60% veulent une défense commune. **Nous serons les derniers à tomber dans le nationalisme, parce que l'Europe est en avance sur le reste du monde**, y compris les États-Unis, même si elle paraît moins efficace sur le plan international. Nous serons les derniers à tomber aussi parce que l'Union européenne représente le premier PIB du monde ! Dans les dix pays où l'on vit le mieux dans le monde on compte 6 pays européens. Les gens sont inquiets, ils doutent, mais *in fine*, ils sont mieux traités qu'au sud de la Méditerranée, en Asie centrale, ou même aux États-Unis en matière de santé. Ce sont d'importants amortisseurs. Mais si vous me demandez d'envisager **le scénario du pire, c'est simple, ce sera le retour de la guerre en Europe ! S'il n'y a plus d'Union européenne, c'est la guerre**. Personne ne le dira ainsi, mais je le pense profondément. **On commencera par la guerre économique, la guerre des monnaies, la guerre commerciale, et à l'arrivée on finira par s'affronter**.

Il existe certes un déséquilibre structurel de la balance commerciale française vis-à-vis de l'Allemagne, mais les propos sur la domination allemande peuvent parfois prendre une tournure nationaliste...

Il ne faut jamais oublier la force du ressentiment. La conscience collective joue un rôle important dans les relations internationales. Quand vous allez en Hongrie aujourd'hui, de quoi vous parle-t-on si vous êtes Français ? Du traité de Trianon tenu le 4 juin 1920 sous la présidence de Clémenceau, qui a amputé la Hongrie des deux-tiers de son territoire. Si vous allez dans la Pologne de Kaczyński, de quoi vous parle-t-on ? De la France qui a accepté la partition de la Pologne entre l'Allemagne et l'Union soviétique et qui n'est entrée en guerre que lorsqu'elle a été menacée, alors que nos livres scolaires nous apprennent que la France est entrée en guerre pour défendre la Pologne. **Partout où vous allez dans les pays d'Europe, du ressentiment !** L'Europe est le continent des nationalités, cela recouvre forcément des nationalismes qui ne sont pas endormis totalement. C'est pourquoi le discours de Marine Le Pen, et d'autres, consistant à dire « je suis européen, mais l'Union Européenne est le mal », est absolument inacceptable. Au bout de cette pensée, et peut être que ça prendra le temps d'une génération, il y a la guerre et la destruction du continent.

Une partie de l'électorat a l'impression que la classe politique est dans l'angélisme, dans le déni de réalité ou dans l'excuse dès lors qu'il est question des incivilités, de la volonté de l'islam militant d'imposer des normes dans des quartiers, etc.

Bien sûr, mais il faut voir que l'on confie à l'État la sécurité, et qu'il n'est pas capable de la garantir ! C'est une question démocratique importante. Les États-Unis ont leur réponse, avec le port d'armes, la Russie aussi, où l'on règle les questions de sécurité par la violence, y compris par la violence d'État. Mais que faisons-nous ? Concernant l'islam, j'ai des amis musulmans qui s'étonnent que l'on accepte que des gens fassent la prière dans la rue. Au Maroc, disent-ils c'est interdit. Alors qu'en France, la réponse habituelle est que les musulmans le font parce qu'il n'y a pas assez de mosquées. L'extrême droite joue là-dessus et parle d'un laxisme de gauche. **Les gens attendent que les autorités réagissent. Le politiquement correct fait beaucoup de tort et nourrit le populisme.**

Le populisme est-il de même nature en Europe occidentale et dans Europe de l'Est ?

Si je distingue les nationalismes des populismes, c'est **qu'il y a un problème spécifique à l'Europe centrale et orientale, y compris en Allemagne de l'Est**. Le communisme a engendré des comportements que l'on paye encore aujourd'hui. En Hongrie et en Pologne on vit librement, mais **le discours nationaliste des dirigeants, typique des régimes post-communistes, est dangereux**. Je le résume : « nous voulons exercer pleinement notre souveraineté, et nous avons des revanches à prendre ». Des revanches à prendre sur les communistes, sur des compagnons de route, sur Georges Soros, sur « les Américains qui veulent nous donner des leçons », etc. Ce nationalisme s'explique par des raisons historiques et géopolitiques. Polonais, Hongrois, Tchèques, Slovaques, jusqu'à la caricature cherchent à renouer avec leur passé, avec la Pologne éternelle, etc. Lech Kaczyński, le président qui est mort dans l'accident d'avion a été enterré dans les tombeaux des rois de Pologne. Dans les pays Baltes et en Europe du Sud (Bulgarie et Roumanie), on ne trouve pas un nationalisme équivalent. Je trouve cela assez pathétique, infantile, même si c'est soluble dans le temps grâce à l'Union européenne, qui met beaucoup d'argent, et a raison à la fois de montrer les dents et de ne pas mordre. Mais je peux l'expliquer. Parce que des populations ont besoin de reconstituer des identités niées pendant longtemps par les régimes communistes totalitaires.

Des partis populistes ont participé à des gouvernements en Hongrie, Pologne, Slovaquie, Grèce, Finlande : cela a-t-il provoqué des changements ? Des remises en cause de l'état de droit, un contrôle des médias, une réduction des libertés publiques ?

On assiste à des tentatives en ce sens, mais elles sont limitées parce qu'existent des garde-fous, des partenaires européens, des règles européennes. Viktor Orban a pris le pouvoir en Hongrie après un pouvoir socialiste corrompu jusqu'à la lie. Avec deux-tiers des voix, il a fait adopter une constitution qui n'est pas aussi critiquable qu'on a pu le dire. Dans l'exercice du pouvoir évidemment, il a l'ivresse de vouloir tout contrôler. Quand un parti populiste arrive au pouvoir, les médias sont les premiers touchés et on assiste à des tentatives de remettre en cause l'état de droit, en Hongrie comme en Pologne. En Hongrie, le nationalisme s'est exercé presque immédiatement à l'égard des entreprises étrangères, dont les françaises Véolia et Sodexo. Orban a considéré que les privatisations réalisées par le précédent gouvernement avaient été conduites dans des conditions douteuses, et qu'il convenait d'apporter ces services par des entreprises nationales, il a donc mis ces entreprises dehors ! Les contentieux qui s'en sont suivis se sont réglés grâce à l'Union européenne. En Pologne on choisira d'acheter du matériel de guerre américain plutôt qu'Airbus, pour faire un pied de nez à l'Europe. Mais de tels comportements restent limités : la Pologne touche plus de 10 milliards d'euros chaque année de l'Union européenne par des transferts financiers. Si une procédure de suspension de ses crédits telle que prévu par l'article 7 du Traité européen est enclenchée et arrive à son terme — une telle procédure peut être prononcée en cas de « violation grave et persistante des valeurs européennes » —, on s'apercevra que l'économie polonaise ne vit que sous perfusion. C'est ce qui s'est produit en Bulgarie et en Roumanie où l'Union européenne a suspendu ses versements, ce qui a été assez efficace ! En Bulgarie où la justice est en capilotade, des problèmes manifestes de corruption sont apparus dans l'attribution de marchés publics sur des crédits européens. Des groupes mafieux étaient liés au gouvernement. Après plusieurs mises en garde, l'Union européenne a suspendu les versements de ses fonds structurels et a obtenu satisfaction.

L'Europe ne paye-t-elle pas les conséquences de son élargissement rapide ?

L'Europe qui s'est trop élargie, c'est un point de vue français ! En France on critique l'Europe sur la thématique récurrente des travailleurs détachés, alors que si vous êtes de l'autre côté de la barrière, vous ne verrez pas les choses de la même manière. Même en Turquie, la jeunesse veut rester en Europe et nous demande de ne pas l'abandonner. C'est aussi pour cela qu'Angela Merkel a raison de temporiser. Je suis contre l'entrée de la Turquie en Europe, mais ce sont des peuples qui sont concernés par nos décisions. Dans toutes mes conférences

j'entends que l'on aurait pas dû élargir ainsi l'Europe. Mais qui a modernisé la Grèce, l'Espagne, le Portugal ? C'est l'Europe ! Qui modernise les pays qui étaient de l'autre côté du rideau de fer ? L'Europe ! Pour ces pays là, c'est un devoir moral de les réintégrer. **Cela coûte cher, cela pose des problèmes, mais il n'y a pas lieu de revenir sur l'élargissement.**

Des formes de préférence nationale semblent voir le jour dans plusieurs pays d'Europe. N'est-ce pas l'indice d'une influence des populismes ? Un projet de loi en Autriche prévoit une baisse des charges pour les entreprises des salariés résidents, en France des départements et des régions veulent mettre en place la « clause Molière » qui en imposant l'usage du français sur les chantiers publics, est une manière d'éviter les travailleurs détachés...

Tout cela est illégal. Le droit qui l'interdit est le droit européen. Donc cela sera limité ou condamné. Monsieur Wauquiez sera condamné s'il persiste. J'imagine que la Région Auvergne Rhône-Alpes en réalité n'applique pas la « clause Molière », sinon il serait déjà devant les tribunaux administratifs, et perdrait à coup sûr. Il y aurait aussi une injonction de la Commission européenne.

Partout en Europe, des partis populistes de droite demandent à ce que la protection sociale soit orientée vers les nationaux. Assiste-t-on à des mesures qui vont dans cette direction ?

Non, cela reste dans les discours, au Royaume-Uni, en France, en Autriche... La préférence nationale, c'est sans lendemain.

Le 26 avril 2017, la Commission européenne a adopté une proposition relative au « socle des droits sociaux » censée aiguillonner les États membres et pousser les plus en retard à renforcer les droits et les protections de leurs citoyens. N'est-ce pas finalement les populismes qui obligent l'Europe à se soucier davantage de protection sociale, et à prendre une orientation moins libérale ?

Il est indéniable que cette mesure est liée à la montée des populismes et de l'euroscpticisme. C'est aussi une vraie conviction de Jean-Claude Juncker, homme de centre-gauche. Mais je rappellerais aussi que pendant des années, les syndicats, la gauche française, et la gauche d'autres pays européens ne voulaient absolument pas que l'on évoque la question des régimes sociaux devant les institutions européennes. Parce que les nôtres étaient tellement généreux, ils craignaient qu'ils soient harmonisés à la baisse. Maintenant que les régimes sociaux sont à peu près équilibrés entre les pays européens, que l'argent fait défaut dans les caisses publiques, j'entends des voix réclamer une telle mesure. L'Europe protège déjà, elle devrait mieux protéger, c'est cela l'idée. Mais quel cynisme ! Je me rappelle des démarches incessantes de syndicats auprès de Raymond Barre pour que surtout l'on n'évoque jamais la question sociale à Bruxelles ; surtout qu'on ne parle pas de SMIC européen. Je l'ai vécu ! Maintenant c'est l'inverse, parce que les conditions ont changé. Même logique dans l'éducation : on dit d'abord que c'est une prérogative nationale, mais une fois que l'enquête PISA (Programme international pour le suivi des acquis) publiée par l'OCDE révèle que notre système éducatif n'éduque pas si bien, on commence à dire qu'il faudrait collaborer. Ce sont des discours à courte vue.

La comparaison entre les années 1930 et la période actuelle vous semble-t-elle justifiée ? Certains intellectuels alertent l'opinion française en comparant la montée des populismes à celle des nationalismes en Europe, qui ont conduit à la guerre et aux chambres à gaz ?

Oui, j'ai même lu dans *Le Monde* un article qui comparait la France à la République de Weimar... **La comparaison serait pertinente si l'Union européenne n'existait pas.** On assiste en effet à la même contestation des élites, à la même répulsion à l'égard de leur corruption, à des

difficultés économiques liées à une période de transition. Dans les années 1930, la richesse passait de l'Europe aux États-Unis. On vivait aussi les conséquences de la Première guerre mondiale. Michel Serres a écrit que c'est la première fois depuis la guerre de Troie que nous ne connaissons pas de guerre sur une période aussi longue en Europe. J'ai calculé pour ma part que c'est la première fois depuis 500 ans que nous connaissons 70 ans de paix sur le territoire français. L'Europe change bien des choses tout de même ! Même s'il y a de la détresse, il existe des solidarités fortes. Il faut prendre conscience que la France supporte 5 millions de chômeurs ! Si elle le fait c'est parce qu'on redistribue, et même si c'est devenu insupportable, on le supporte. Du coup les revendications sont un peu plus molles. Ce qui avait suscité la montée du nazisme, c'était les 6 millions de chômeurs allemands ! C'est donc une autre époque.

Faudrait-il plus de politiques communes européennes ou revenir à moins d'Europe ? Changer de méthode ou changer de contenu ?

L'intégration ne peut plus fonctionner comme par le passé avec des lois européennes contraignantes que la Commission est chargée d'appliquer au nom des États. Il faut changer de méthode. Chaque fois qu'on part du haut, on heurte les souverainetés. **Il faut repartir des États et monter des projets concrets dans des domaines comme la sécurité, l'immigration et la croissance.** Dans le domaine fiscal, la France et l'Allemagne pourraient ainsi décider qu'à moyen terme l'impôt sur les sociétés serait harmonisé et s'engager sur un calendrier de convergence. S'associerait à ce projet qui voudrait. La création au coeur de la zone euro d'un espace de fiscalité commune favoriserait l'investissement et la croissance. On pourrait imaginer la même démarche sur le statut des réfugiés en unifiant les politiques d'asile. Les pays confrontés à la plus forte pression harmoniseraient les conditions d'accueil et le traitement des demandes. On devrait aussi mettre en place une politique d'immigration économique ouvrant un canal d'entrée légal en contrepartie d'accords de réadmission avec les pays d'origine des migrants irréguliers. En matière de défense la France pourrait proposer aux Britanniques et aux Allemands un traité spécifique de défense de l'Europe respectueux de l'appartenance à l'OTAN, mais qui accepterait que les continentaux s'organisent comme ils le souhaitent tout en obligeant les signataires à porter assistance aux forcées armées de celui qui serait engagé sur un théâtre d'opération. ■

WWW.
MILLENAIRE3.
COM

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03